

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'Aérodrome
BP40137
59303 Valenciennes Cedex

Valenciennes, le 19/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORDECAPAGE (ex-SN DECAP 59 SAS)

41 Impasse robespierre
59125 Trith-Saint-Léger

Références : V2.2025.245
Code AIOT : 0007005101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement NORDECAPAGE (ex-SN DECAP 59 SAS) implanté 41 Impasse robespierre 59125 Trith-Saint-Léger. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le contexte du changement d'exploitant récent de l'installation classée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORDECAPAGE (ex-SN DECAP 59 SAS)
- 41 Impasse robespierre 59125 Trith-Saint-Léger
- Code AIOT : 0007005101

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECAP'59 est spécialisée dans le domaine du décapage de matériaux, bois et métaux.

Elle a été créée le 7 septembre 1987 à Marly. En octobre 1996, elle a déménagé à Trith-Saint-Léger. Les activités du site sont autorisées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013, complété par les arrêtés préfectoraux des 29 mars 2016 et 20 juin 2017.

Le site est soumis à autorisation pour la rubrique 2566 et exerce également des activités de traitement de surfaces relevant des rubriques 2564, 2565 et 2575 sous le régime de la déclaration. Une déclaration de changement d'exploitant a été envoyée le 14/03/2024 pour informer le préfet du changement d'exploitant de DECAP'59 vers Nordécapage.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 7.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2013, article 9.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 1.5.5	Sans objet
2	Nature des installations	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une déclaration de changement d'exploitant a été déposée le 14/03/2024 pour informer le préfet avec tous les éléments prévus au R181-47 du code de l'environnement, aussi l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de délivrer récépissé du changement d'exploitant à Nordécapage.

Les volumes de bains de traitement étant conformes, l'inspection propose de ne pas maintenir les propositions de mise en demeure formulées dans le rapport de visite référencé V2.2023.317 du 24/01/2024.

Les rétentions en mauvais état et la vérification de l'étanchéité des sols au droit de la zone de

rinçage font l'objet d'une demande d'actions correctives afin de réparer les rétentions dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport.

Le respect de la fréquence de l'autosurveillance des rejets atmosphériques fait également l'objet d'une demande d'action corrective avec la transmission d'un rapport de contrôle des rejets atmosphériques du four de traitement thermique dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 1.5.5
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.
Constats : L'EURL SN Décap 59 a fait l'objet d'une déclaration de changement d'exploitant début 2024. Le nouvel exploitant a déclaré le changement de situation en préfecture du Nord le 14/03/2024 en renseignant le formulaire cerfa 15273*03 qui correspond à une installation soumise à déclaration. Le nom usuel de l'installation est désormais NORDECAPAGE. Avis de l'inspection : Bien que l'intitulé du formulaire ne soit pas adapté, les informations contenues sont conformes aux dispositions de l'article R181-47 du code de l'environnement, §I et §II. En effet, la déclaration de changement d'exploitant ne concerne pas une activité mentionnée à l'article R516-1 du code de l'environnement et le formulaire précise la raison sociale : NORDECAPAGE, la forme juridique : SAS, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration : PDG. C'est pourquoi, l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de délivrer récépissé du changement d'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Volume des bains de traitement
Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 est remplacé par le tableau ci-dessous :

<i>libellé en clair de l'installation</i>	<i>caractéristiques de l'installation</i>	<i>rubrique de classement</i>	<i>as, a, d, c, nc (1)</i>
Métaux (décapage ou nettoyage des) par traitement thermique	Un four de décapage thermique	2566	A
<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques (1)</p> <p>Le volume des cuves de traitement étant :</p> <p>1. supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1500 litres</p> <p>(1) Solvant organique : tout composé organique volatil (composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01kPa ou plus à une température de 293,15K ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières), utilisé seul ou en association</p>	Une cuve de 1480 litres (mélange de Dichlorométhane, acide formique 5 %)	2564-2	DC

<p><i>seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur.</i></p>			
<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 2. procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à</p>	<p>Un bain de décapage alcalin pouvant contenir 880 litres (eau, soude 10%, potasse 25 %), Une cuve de mélange neutralisant de 600 litres (eau, acide phosphorique 10 %, acide chlorhydrique 10 %), soit un volume total de 1480 litres.</p>	2565-2b	DC

l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant :
b) supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l

Abrasives(emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.
La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.

Puissance des machines > 20 kW

2575

D

Constats :

Constat de la visite du 19/10/2023 :

Les volumes des baigns de traitement en cours d'utilisation constatés lors de la visite et dont l'exploitant a déclaré la composition, sont les suivants :

• Volumes et dimensions des baigns actifs constatés relatifs à la rubrique 2565 :

- baign n°1 : $3,5 \times 0,9 \times 0,18 = 0,57 \text{ m}^3$ soit 570 litres,
- baign n°2 : $0,63 \times 1,1 \times 0,35 = 0,24 \text{ m}^3$ soit 240 litres,
- baign n°3 : $2,5 \times 1,5 \times 0,25 = 0,94 \text{ m}^3$ soit 940 litres,
- baign n°4 : $7 \times 0,38 \times 0,1 = 0,27 \text{ m}^3$ soit 270 litres.

Soit un volume total de baigns actifs en cours d'utilisation de 2120 litres pour une limite autorisée à 1480 litres.

Ce constat avait conduit l'inspection à proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les volumes maximum de baigns de traitement autorisés et un arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation compte tenu de dépassements récurrents des volumes autorisés qui faisaient entrer l'activité sous le régime de l'enregistrement.

Constats de la visite du 26/06/2025 :

Un seul bain de traitement actif classé 2565 est en cours d'utilisation pour un volume d'environ 1000 l.

Ce volume est inférieur à la limite autorisée de 1480 l.

Avis de l'inspection :

Les conditions d'exploitation, notamment les volumes des baigns de traitement, des installations constatées le jour de la visite sont conformes aux dispositions de l'article 2 de l'APC du 20/06/2017 en volume. Toutefois, les conditions d'exploitation prévoient l'utilisation d'une seule cuve de 1480 litres pour la rubrique 2565. C'est pourquoi, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de porter à la connaissance du préfet les modifications des conditions d'exploitation des baigns de décapage (nombre de cuves et volumes) avec tous les éléments d'appréciation.

Cependant, en raison de l'utilisation d'une seule cuve constatée d'un volume inférieur à 1480 litres le jour de la présente visite, l'inspection propose de ne pas mettre en signature les propositions de mise en demeure de régularisation au titre de la rubrique 2565 à E et de respect de prescriptions concernant le volume du bain concerné formulées dans le rapport de visite du 24/01/2024 référencé V2.2023.317.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 7.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires,

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des

conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...]

Constats :

Constats de la visite du 19/10/2023 :

L'inspection a constaté l'absence de rétention sous le bac n°4 de traitement de 7m de long sur 38 cm de large et rempli sur environ 10 cm d'un bain de décapage alcalin dans lequel des pièces sont en cours de décapage.

Ce constat a fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de respect de prescriptions afin de disposer les bains de traitement dans les rétentions prévues (rapport de visite du 24/01/2024 référencé V2.2023.317).

Constats de la visite du 26/06/2025 :

Un bac de traitement pour le décapage des métaux est toujours présent dans les installations, stocké en dehors de toute rétention. L'exploitant a indiqué que ce bac a été vidé et n'est plus utilisé en l'absence de rétention adaptée.

L'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de disposer d'une rétention adaptée pour toute éventuelle utilisation future de ce bac de traitement.

Ce bac n'étant plus utilisé, l'inspection propose de ne pas mettre en signature la proposition de mise en demeure de respect de prescriptions sur ce point, formulée dans le rapport de visite du 24/01/2024 référencé V2.2023.317.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la partie d'une structure métallique de rétention avait été endommagée sans endommager la partie interne en PEHD rigide et toujours étanche intérieure, tandis qu'une seconde rétention dédiée au rinçage de pièce était à l'origine de suintements sur la dalle en béton résinée où sont nettoyées les pièces. A noter que ces égouttures sont récupérées vers un point bas de la dalle de nettoyage des résidus et rinçage des pièces décapées dont la totalité des eaux sont pompées puis réutilisées après traitement. Elles n'occasionnent donc pas de pollution des sols.

L'exploitant a indiqué qu'il allait réparer rapidement les parties endommagées des 2 rétentions.

En outre, le nettoyage des pièces décapées après les bains traitement est effectué par un

nettoyeur haute pression sur la dalle en béton recouvert de résine à proximité immédiate des rétentions.

L'inspection a interrogé l'exploitant sur la conformité du revêtement de sols à cet endroit qui doit pourvoir récupérer les eaux de rinçage sans risquer de s'infiltrer dans les sols à travers la dalle.

L'exploitant a indiqué qu'il allait vérifier l'intégrité de la résine de la dalle pour, le cas échéant, la remplacer.

Avis de l'inspection :

Les rétentions des baignoires de traitement en mauvais état doivent être réparées dans les meilleurs délais.

La résine de la dalle où est effectué le nettoyage des pièces après leur bain de traitement doit être vérifiée pour s'assurer de son étanchéité.

Ces 2 points font l'objet d'une demande d'action corrective sous 3 mois à l'exploitant.

L'inspection propose de remplacer la proposition de mise en demeure de respect de prescriptions formulée dans le rapport de visite du 24/01/2024 référencé V2.2023.317, pour l'utilisation d'un bain de traitement hors rétention, par cette demande d'actions correctives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la réparation des rétentions en mauvais état et de vérifier que la protection en résine de la dalle béton où sont nettoyées les pièces après bain de traitement est en bon état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2013, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Pour les paramètres visés à l'article 3.2.4 des mesures sont à réaliser :

- 1 fois par an pour le rejet n°1

[...]

Constats :

L'inspection a demandé le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques du four de traitement thermique.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé au contrôle annuel dans la mesure où un contrôle inopiné avait été réalisé sur le site.

L'inspection a rappelé à l'exploitant ses obligations en matière d'autosurveillance, notamment les analyses de ses rejets atmosphériques qui doivent être réalisées annuellement pour le four de traitement thermique (rejet n°1).

Les contrôles inopinés ne sont pas considérés comme des contrôles d'autosurveillance.

L'exploitant a transmis le 27/06/2025 un courriel de demande de mesure de ses rejets atmosphériques auprès du laboratoire assurant l'autosurveillance.

Avis de l'inspection :

Compte tenu de l'engagement de l'exploitant de faire réaliser le contrôle de ses rejets atmosphériques rapidement, l'inspection demande à être destinataire du rapport de contrôle des rejets dans les meilleurs délais et au plus tard sous 2 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à être destinataire du rapport de contrôle annuel des rejets atmosphériques du four de traitement thermique dans un délai de 2 mois à compter de la rédaction du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois